



ENJEUX

École

RESISTANCE !

Ce numéro spécial est adressé en nombre dans les écoles. Il essaie de refaire le point sur les enjeux cachés des réformes et propose une résistance collective à toutes les écoles.

Pour une politique éducative qui prenne réellement les besoins des élèves :

- exigeons ensemble un moratoire sur les réformes en cours
- refusons de nous inscrire dans des choix et des contraintes contraires à l'intérêt des enfants

⇒ Les propositions de Darcos ne sont pas légitimes. Elles sont imposées sans discussion : ni avec les personnels, ni avec les parents d'élèves, ni avec les élus des collectivités locales (voir le courrier du Président de l'association des maires de France).

⇒ La circulaire de l'Inspecteur d'Académie avance à marche forcée : aucune proposition de l'IA n'est satisfaisante. Les contraintes imposées conduisent à faire des choix par défaut et contraires à l'intérêt des enfants.

⇒ La note de cadrage ministériel n'a pas été publiée au B.O. La lettre de l'Inspecteur d'Académie est donc « hors la loi ». Elle devra être réécrite. X. Darcos reçoit des délégations de maires le 10 juin à l'Assemblée Nationale. Il n'y aura donc certainement aucune publication avant.

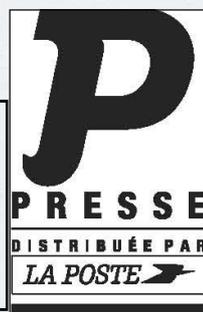
N'acceptons pas de choisir et mettre en place des dispositifs contraires aux intérêts des enfants !!!

Au-delà des discussions et des solutions déjà retenues dans certaines écoles, nous vous proposons d'adresser conjointement enseignants, parents et élus la demande de moratoire publiée en page 4. Le SNUipp s'adresse à tous les partis, élus et différents groupes.

⇒ Tous ensemble demandons un moratoire et le report de cette réforme et retrouvons nous le 18 juin devant l'Inspection Académique

Plus d'infos, articles, analyses, chercheurs sur <http://72.snuipp.fr>

Dispensé de timbrage
Le Mans CTC
Déposé le
05/06/2008



Des journées de plus de 6 heures sont-elles une bonne solution pour les enfants en difficulté scolaire ?

NON

30 mn supplémentaire le matin, le midi ou le soir correspondent-elles aux rythmes et aux besoins des enfants ?

NON

Une organisation éclatée entre écoles et communes aux moyens inégaux est-ce une bonne chose pour la qualité et l'égalité au sein du service public ?

NON

Mensuel Juin 2008
N° 96 1 €

Directeur de la publication : LEBRUN Bernard - N° CPPAP 0607S06032

Ce bulletin a été envoyé grâce au fichier informatique de la section sarthoise du Syndicat National Unitaire des Instituteurs, Professeurs des écoles et Pegg. Conformément à la loi du 06.01.78, vous pouvez avoir accès ou faire effacer les informations vous concernant en vous adressant au SNUipp Sarthe.

Les projets gouvernementaux de remodeler l'école publique dès la rentrée 2008 entrent aujourd'hui dans leurs phases concrètes d'application. Toutes les écoles sont amenées, dans des délais rapides, à choisir des fonctionnements contraires à l'intérêt des enfants qui vont conduire à un éclatement, une désorganisation et une aggravation des conditions de travail des personnels.

Le choix imposé de la semaine de 4 jours

et sa mise en place à marche forcée constituent, et tous les rapports et les enquêtes l'ont déjà dit, une régression majeure pour l'école publique en général et plus particulièrement pour les enfants les plus fragiles. La diminution du nombre d'heures d'enseignement, la concentration de ces heures sur un nombre restreint de journées, des programmes encore alourdis, une journée plus longue pour certains vont mettre à mal tout projet de démocratisation.

La flexibilité devient telle qu'aucune des organisations induites et proposées par la note de service de l'Inspecteur d'Académie (alors que la note ministérielle n'est pas encore publiée) n'est satisfaisante. Toutes reviennent à augmenter la journée scolaire des enfants alors que les études montrent que la difficulté scolaire trouve, pour partie, son origine dans une organisation du temps scolaire qui ne prend pas en compte les rythmes de l'enfant selon leur âge.

Une réforme contre l'intérêt des élèves

Le traitement de la difficulté scolaire serait principalement repoussé hors du temps scolaire obligatoire. Et les enfants en difficulté, ceux dont on voit quotidiennement dans notre pratique, qu'ils supportent le moins la longueur des journées, ceux qui alternent endormissement et excitation par suite d'un sommeil perturbé qui devraient s'asseoir 30 minutes (minimum) de plus... pour leur bien !! On marche sur la tête.

C'est plus dans la coopération et les interactions du groupe –s'il est à effectif limité– que se construisent et se construiront les savoirs et les réponses à la difficulté scolaire que dans la stigmatisation hors champ scolaire obligatoire. Le modèle du répétiteur type acadomia avancé souvent comme seul argument par les défenseurs des orientations de X. Darcos pour

aider les enfants des couches sociales dites défavorisées n'est absolument pas pertinent. La répétition peut fonctionner, sur le court terme, si on prépare, par exemple un examen mais elle ne peut résoudre la difficulté à entrer dans les apprentissages. C'est dans une transformation de l'acte pédagogique lui-même que se trouve une des réponses. Le rapport de Dominique Glassman sur le bilan de l'accompagnement éducatif et des structures privées de soutien scolaire sorti en 2004 montre qu'il n'y a pas d'effets scientifiquement observables du point de vue des résultats scolaires sur un temps long (au-delà de 2 mois !). Par contre, le fait de faire appel à un tiers pour l'aide à la scolarité permet de « dédramatiser » le conflit autour de la scolarité, produit souvent d'un surinvestissement parental. Les effets ne sont donc pas là où on les attend.

Les 2 heures contre les emplois de Rased

Dans le même temps, les dispositifs RASED vont être mis à mal. L'année 2008-2009 serait une année de transition. Le principe du maillage départemental serait abandonné au profit d'une concentration des moyens restants sur les ZEP. Le report de la nouvelle circulaire définissant les missions des rased à la rentrée 2009 ne fait qu'entériner cette orientation majeure de traitement de la difficulté scolaire en dehors du temps scolaire obligatoire. Les personnels de Rased devenant alors de futurs conseillers pour les enseignants.

Tous ces éléments nous confirment dans nos convictions que le projet de X. Darcos est un projet nocif pour les élèves et particulièrement les plus en difficulté. Ce sont ces explications que nous devons inlassablement expliquer aux parents d'élèves. On prétend faire une politique pour aider les parents mais se met en place une réforme imposée qui va produire exactement l'inverse

La division et l'éclatement pour faire passer les attaques contre le service public

La méthode gouvernementale est extrêmement perverse en ce sens qu'elle conduit chaque école à imaginer sa propre usine à gaz pour placer les 2 heures « facultatives / obligatoires » en fonction de ses particularités locales (ZEP, petite école rurale, regroupement pédagogique, existence d'activités associatives...). Il faut craindre une aggravation des inégalités déjà existantes entre les différents territoires. Inégalités et diversités dans des organisations scolaires qui seront dans un futur proche soumises au libre choix des familles. Car dans un système où il n'y a plus de carte scolaire, qui pourra empêcher une famille de choisir telle ou telle école en fonction du mode d'organisation retenu ?

Les enseignants seraient donc amenés à proposer eux-mêmes aux parents d'élèves un dispositif de soutien pour les élèves alors qu'ils pensent que ce dispositif sera au mieux inopérant au pire nocif. Chaque équipe devrait intégrer les contraintes municipales (crédits et personnels territoriaux...), familiales (horaires de travail, nourrice, fratrie, transport...) sans oublier ses propres contraintes (les personnels ont aussi des contraintes familiales, sociales diverses...).

C'est une équation impossible et le projet ministériel conduit à faire des choix autres que ceux de l'intérêt de l'enfant. Ne doutons pas que X. Darcos a déjà pensé à utiliser cette situation pour mettre en cause devant l'opinion publique les corporatismes enseignants comme frein à la lutte contre la difficulté scolaire.

Une réforme contre l'intérêt des personnels

Comment choisir dans son école de travailler sur 9 demi journées, de faire le soutien le matin, le midi ou le soir alors que l'école de ses propres enfants fonctionnerait avec des horaires différents ? Comment concilier au sein de la même école, avec les mouvements annuels des personnels, des personnels remplaçants qui changent souvent d'école, des jeunes collègues avec des enfants en bas âge, d'autres investi-e-s dans des activités sociales ... des préoccupations personnelles diverses et variées dans un emploi du temps flexible ?

Les heures non utilisées dans le soutien seront très vite annualisées. Le ministère a dans ses cartons (pour la rentrée suivante) un projet de formation continue sur le

temps de vacances pour les heures non effectuées en soutien. Et cela permettra de diminuer d'autant le nombre d'emplois de brigade affecté à la brigade de formation continue.

Le passage à 24 heures élèves conduit aussi à des régressions pour tous les collègues travaillant à temps partiel. Pour la même somme de travail, la libération de 2 demi journées de classe entraînera 3 % de perte de salaire (de 77,78% à 75%). Pour le 80% annualisé, ce sera 7 semaines à temps plein au lieu de 4.

Et nous n'avons certainement pas fini de voir les conséquences régressives de cette réforme.

Alors, comment réagir ?

De toutes les réunions qui se sont tenues, des échanges au sein des écoles, aucune adhésion à la politique gouvernementale. Un refus massif, une inquiétude grandissante traverse toutes les discussions mais vient aussitôt « l'angoisse du tunnel », l'incapacité collective à concevoir la possibilité de mettre en échec ces réformes.

Et pourtant, si l'on y regarde de plus près, on s'aperçoit qu'aujourd'hui, aucune force vive ne soutient la réforme de l'école élémentaire.

- Les parents d'élèves à travers leur principale fédération, la FCPE refuse la diminution du nombre d'heures d'enseignement et l'organisation en semaines de 24 heures ... les parents rencontrés dans les diverses réunions sont très sensibles à nos explications
- Les élus, à travers l'association des maires de France (cf courrier de J. Péliissard), viennent de demander au ministre de différer sa réforme devant les difficultés de sa mise en place et les inégalités en personnels et moyens financiers...
- Les personnels qui se verraient contraints de choisir des solutions contraires aux besoins des élèves.
- Les chercheurs ou spécialistes de l'enfance et de l'éducation qui récusent toute efficacité aux dispositifs envisagés

Le projet ministériel n'a donc aucune légitimité !

l'école pour tous

La réaction et la position que le SNUipp FSU 72 vous propose de reprendre s'articulent donc autour de plusieurs idées directrices :

- Une transformation de l'école qui parte d'abord de l'intérêt et des besoins de l'enfant.
- Le refus de toute externalisation du traitement de la difficulté scolaire.
- Le principe d'égalité et d'unicité dans le fonctionnement du service public.
- La défense des intérêts des personnels, le refus de la division.

Faire pour défaire ensuite ?

Le ministre n'a toujours pas publié la note de cadrage national. La circulaire de l'IA est donc « hors la loi ». Elle devra d'ailleurs être réécrite. Dans l'académie seul 2 départements (la Sarthe et La Loire Atlantique) ont déjà « mis en application » une réforme qui n'est toujours pas publiée au BO. Les autres Inspecteurs d'Académie manifestent-ils ainsi leur opposition silencieuse ? Notre IA est-il convaincu à ce point de cette réforme qu'il devance les textes nationaux ?

Le moratoire, totalement légitime

Notre revendication de moratoire, portée massivement dans la grève du 15 mai est donc totalement légitime.

- **Enseignants, parents d'élèves, élus municipaux adressons ensemble une lettre au ministre de l'Education Nationale, à l'Inspecteur d'Académie et aux IEN demandant le report / suspension de cette réforme qui, en l'état, est contraire aux intérêts des élèves (cf modèle)**
- **Renvoyons les annexes de la circulaire envoyée par l'Inspecteur d'Académie, en les barrant et en les annotant de « demandons réforme en fonction de l'intérêt des enfants, exigeons le traitement de la difficulté scolaire sur le temps scolaire obligatoire, pour la création d'emplois de Rased suffisant sur tout le département. »**

Et ensemble, déposons collectivement ces lettres et ces annexes le mercredi 18 juin à l'Inspection Académique.

Cette orientation et cette action vont être organisées par le SNUipp FSU dans tous les départements de l'académie.

Collectivement, répondons « Moratoire sur les réformes » !

Monsieur Le Ministre de l'Education Nationale
Monsieur L'Inspecteur d'Académie,
Monsieur L'Inspecteur, Madame L'Inspectrice,

Nous sommes bientôt à la fin de l'année scolaire et vous nous demandez de mettre en place, à marche forcée, une réforme des rythmes scolaires et de l'organisation des écoles maternelles et élémentaires. A la date du 5 juin, aucune note de cadrage national n'est parue, aucune discussion sur la faisabilité et les conséquences de cette réforme n'a été ouverte.

En l'état, toutes vos propositions conduisent à une augmentation de la durée de la journée scolaire et de ce fait sont contraires aux intérêts et aux rythmes des enfants. Vouloir s'attaquer et résoudre la difficulté scolaire, sans prendre en compte l'organisation du temps de la journée est un non sens !

Par ailleurs, les collectivités locales ont souvent déjà anticipé leur propre fonctionnement au niveau des activités culturelles et sportives. Une nouvelle organisation des écoles risque donc de provoquer de lourdes difficultés sur le terrain sans oublier l'impact financier important pour les communes .

Aussi, Monsieur Le Ministre, Monsieur L'Inspecteur d'Académie, nous vous demandons de reporter cette réforme à la rentrée 2009 et d'ouvrir de réelles et sérieuses discussions avec l'ensemble des acteurs concernés par cette réforme tant il nous semble urgent d'aborder enfin les vrais problèmes. En l'état, nous refusons de nous inscrire dans des choix contraires aux intérêts des enfants et de porter la responsabilité de la désorganisation prévisible de la prochaine année scolaire.

Pour les personnels de l'école de ...

Pour les parents d'élèves..

Pour les élus, le maire de

4

Ensemble redonnons d'autres couleurs à l'école

SNU
ipp 72